

**Contrainte et capital : le rapport mitigé au marxisme de la
sociologie historique de Charles Tilly**
**Coercion and Capital: Charles Tilly's Historical Sociology Mixed
Relationship to Marxism**
**Coerción y capital: la relación mitigada al marxismo de la
sociología histórica de Charles Tilly**

Hubert Rioux Ouimet

Numéro 52, hiver 2012

Le renouvellement de la sociologie historique marxiste des relations
internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1017282ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1017282ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ouimet, H. R. (2012). *Contrainte et capital : le rapport mitigé au marxisme de la
sociologie historique de Charles Tilly. Cahiers de recherche sociologique*, (52),
191–213. <https://doi.org/10.7202/1017282ar>

Résumé de l'article

Quel rapport la sociologie historique de Charles Tilly, telle que développée
notamment dans ses travaux sur la formation des États nationaux européens et
les grandes révolutions, entretient-elle à la sociologie historique néomarxiste et
plus généralement au marxisme ? Cet article se propose d'évaluer ce rapport à
partir d'une analyse de trois des plus importants travaux de Tilly en sociologie
historique, soit *La Vendée*, publié en 1964, *Les révolutions européennes
1492-1992*, publié en 1993, puis *Contrainte et capital dans la formation de
l'Europe 990-1990*, publié en 1992. Sa thèse principale est que ce rapport existe
mais se distingue par son caractère mitigé. Il y est soutenu que Tilly doit plutôt
être classé du côté des auteurs néowébériens, l'héritage du marxisme étant
assumé mais résolument intégré au sein d'études toujours multicausales de ces
grandes transformations sociopolitiques.

Contrainte et capital : le rapport mitigé au marxisme de la sociologie historique de Charles Tilly

HUBERT RIOUX OUIMET

Introduction : un héritage assumé, une multicausalité affirmée

Ce texte est le fruit d'un travail que Charles Tilly (1929-2008) lui-même aurait vraisemblablement considéré quelque peu superflu¹. Cela ne signifie pas qu'il le soit tout à fait. En cherchant à circonscrire la relation de sa sociologie historique au marxisme, nous heurtons forcément la position qu'a maintenue Tilly durant toute sa carrière, à savoir que la sociologie ne peut que gagner à s'émanciper des grandes théories et en particulier de celles qui proposent, sous une forme ou une autre, des récits de la modernisation occidentale à saveur téléologique². Dès *La Vendée*³, puis davantage encore au courant des années 1980 et 1990, Tilly s'est défini comme un adversaire des théories sociologiques et historiques générales, du fonctionnalisme jusqu'à Parsons autant que du marxisme jusqu'à Althusser. Comptant parmi les plus importants promoteurs de la réémergence de la sociologie historique au courant des années 1970 et 1980, Tilly a toujours plaidé en faveur d'une

1. Charles Tilly, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, Paris, Aubier, 1992, p. 69.

2. Charles Tilly, *As Sociology Meets History*, New York, Academic Press, 1981 ; puis Charles Tilly, *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, New York, Russell Sage Foundation Publications, 1984.

3. Charles Tilly, *La Vendée*, Paris, Fayard, 1970.

sociologie sensible aux variations spatio-temporelles et à la complexité des dynamiques du changement social.

Pourtant, il demeure évident que l'héritage des auteurs classiques⁴, de Max Weber tout spécialement mais aussi de Karl Marx, est bien présent chez Tilly⁵. Ne serait-ce que pour cela, quiconque espère proposer une rétrospective générale et critique de la contribution de Tilly à la sociologie et à la sociologie historique en particulier gagne à identifier cet héritage et son utilisation. S'il se révèle difficile d'accoler une étiquette autre que wébérienne à Charles Tilly⁶, ce n'est pas qu'il rejette les acquis théoriques du marxisme, mais plutôt qu'il a simplement toujours refusé de s'y positionner dans l'absolu ou de soumettre son travail d'analyse aux cadres généraux de la « Grand Theory ». Je soutiendrai ainsi dans ce texte que le rapport de la sociologie historique de Tilly au marxisme se distingue d'abord par son caractère mitigé. Nous le verrons, le matérialisme historique traverse l'œuvre de Tilly et en particulier ses travaux sur la formation des États nationaux européens. L'importance de l'infrastructure productive et des rapports de classes y est clairement prise en compte et soulignée. Par contre, sa sociologie se révèle fortement opposée à toute lecture téléologique de l'histoire, tout comme elle demeure toujours multicausale et refuse d'accorder à la lutte des classes ou à toute autre variable, sauf peut-être à la géopolitique guerrière, un caractère absolument déterminant.

Dans le but d'évaluer ce rapport au marxisme, j'ai choisi de proposer une analyse de trois des ouvrages parmi les plus marquants de la sociologie historique de Tilly : *La Vendée, Les révolutions européennes 1492-1992*⁷ et *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*⁸. J'aurais pu choisir de me livrer au même exercice à partir de ses importants travaux sur la sociologie historique des mouvements sociaux⁹. Deux raisons au moins expliquent le choix de ces trois ouvrages. D'abord, les processus révolutionnaires et de formation du système étatique européen sont des questions auxquelles la sociologie historique marxiste s'est directement attaquée depuis cinquante ans. Ces trois ouvrages permettent aussi d'évaluer la contribution de Tilly au début et à l'apogée de sa carrière. J'espère pouvoir exposer, à

4. À l'exception peut-être d'Émile Durkheim. Voir Charles Tilly, « The Uselessness of Durkheim in the Historical Study of Social Change », *CRSO Working Paper*, n° 155, 1977.

5. *Durable Inequality*, Berkeley, University of California Press, 1998 dévoile bien la présence de cet héritage chez Tilly. Voir Erik Olin Wright, « Metatheoretical Foundations of Charles Tilly's *Durable Inequality* », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 42, n° 2, 2000, p. 458-474.

6. Hubert Rioux, « Charles Tilly : un riche héritage pour la sociologie politique », *Politique et Sociétés*, vol. 30, n° 3, 2011, p. 99-122.

7. Charles Tilly, *Les révolutions européennes 1492-1992*, Paris, Seuil, 1993.

8. Charles Tilly, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, Paris, Aubier, 1992.

9. Notamment Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, New York, Longman Higher Education, 1978 et Charles Tilly, *Contention and Democracy in Europe 1650-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

partir d'une lecture critique de ces trois œuvres, comment il ne récusé pas le matérialisme *per se* mais s'assure plutôt de mobiliser cet héritage en l'ancrant toujours au sein de perspectives résolument multicausales sur les transformations macrostructurelles qui ont remodelé l'Europe depuis mille ans, de constructions en dissolutions d'États et de révolutions en contre-révolutions.

La contre-révolution vendéenne

La Vendée, publié pour la première fois en 1964 et dont la traduction française date de 1970, est le premier ouvrage de Tilly. Tirée de sa thèse doctorale, cette reconsidération des dynamiques sociales et économiques ayant présidé à l'avènement de la contre-Révolution française de 1793 entretient un rapport mitigé au matérialisme. Comme dans la plupart de ses ouvrages ultérieurs, Tilly ne se réfère que très rarement à Marx ou au marxisme, et encore moins de façon directe. L'index de la traduction française de *La Vendée*, un ouvrage de près de 350 pages, n'identifie ainsi que cinq citations directes de Marx. Dans tous les cas, il s'agit de références plus ou moins banales, renvoyant à des lieux communs de la pensée marxiste comme la situation sociale de la classe ouvrière durant la révolution industrielle, le concept de conscience de classe ou le caractère bourgeois de la Révolution française de 1789. La bibliographie de l'ouvrage ne réfère qu'à *L'idéologie allemande*¹⁰. Même si, par exemple, Max Weber n'est pas davantage cité, et que seul *The City*¹¹ est répertorié dans la bibliographie, un lecteur attentif de *La Vendée* aura tôt fait de reconnaître l'importance centrale, voire peut-être démesurée, qu'y accorde Tilly à la dichotomie urbanité/ruralité et aux processus d'«urbanisation» qui auront fortement affecté l'organisation sociale des campagnes françaises durant le XVIII^e siècle et plus particulièrement pendant les deux décennies précédant la Révolution. Tilly précisera dans cette perspective, dès l'introduction, que

deux lignes de pensée sur la société moderne forment le cadre de cette analyse de la Vendée. La première a trait à l'ensemble des larges changements sociaux qui ont communément accompagné la croissance – en dimension et en influence – des villes : le processus d'urbanisation. La seconde a rapport à l'organisation des communautés rurales¹².

Il serait donc aisé, à première vue, de conclure que l'héritage marxiste a été chez Tilly, du moins dans cette première tentative assumée de produire un ouvrage de sociologie historique, plus ou moins évacué. Cette conclusion n'en serait pas moins erronée. Tilly défend effectivement une conception

10. Karl Marx et Friedrich Engels, *The German Ideology*, New York, International Publishers, 1947.

11. Max Weber, *The City*, Glencoe, The Free Press, 1958.

12. C. Tilly, *La Vendée*, *op. cit.*, p. 22.

réseautique des effets de l'urbanisation qui assume, de manière prudente, cet héritage. La France ayant connu, au cours du XVIII^e siècle et à défaut d'une industrialisation massive à l'anglaise, une importante expansion commerciale, surtout dans les secteurs du textile et du vin, le développement des villes de moyenne importance s'y est accéléré, y compris dans les régions portuaires de l'Ouest, autour de la Loire. Des villes comme Nantes, Angers, Le Mans et Rennes comptent alors parmi les plus « florissantes de la nation¹³ ». Déjà, on entrevoit l'argument de Tilly : cette expansion du commerce relevant de produits majoritairement confectionnés en campagne, dans les vignobles ou les petits ateliers d'artisanat, l'importance des réseaux entre le monde rural et les milieux urbains, où les exportations et importations s'organisent, s'en trouve accentuée. L'urbanisation n'est donc pas qu'affaire de développement des villes : il s'agit plus précisément, dans le cas de la France, d'un processus de mise en contact des régions rurales productrices et des milieux urbains commerçants. Cette perspective sur les logiques historiques d'urbanisation rappelle, de manière implicite, les chapitres de Marx sur le capitalisme agraire¹⁴, car en se liant ainsi au commerce intérieur et international, les campagnes françaises subordonnaient, de manière croissante, leurs activités agricoles et artisanales aux besoins et aléas du marché. Ainsi, pour Tilly, « l'urbanisation peut aussi transformer des zones rurales sans y déraciner l'activité agricole. Dans une période récente, ce processus s'est traduit dans les sociétés paysannes par un passage de la polyculture de subsistance à la monoculture mécanisée en vue d'un marché¹⁵. »

Dans une conférence donnée en 1983¹⁶ pour le centenaire de la mort de Marx, Tilly nous offre un indice de la haute estime dans laquelle il tenait Marx pour avoir bien su identifier cette dynamique de prolétarianisation des zones rurales durant les XVIII^e et XIX^e siècles. Il y soutient en effet que le legs le plus important de Marx, en ce qui concerne la sociologie historique, réside dans sa démonstration du fait que l'industrialisation capitaliste aura été rendue possible, d'abord et en partie, par l'introduction de logiques marchandes dans les campagnes européennes. Le capital nécessaire à l'essor des villes puis, partant, de l'urbanisation elle-même aura été accumulé pour une large part par le développement d'un commerce à grande échelle des denrées alimentaires et des fibres textiles produites dans ces mêmes campagnes. Sept ans après la publication tant discutée de Robert Brenner sur les ori-

13. *Ibid.*, p. 37.

14. Karl Marx, *Le Capital Livre I*, Paris, Quadridge/PUF, 1993.

15. C. Tilly, *La Vendée*, op. cit., p. 29.

16. Transcription disponible en ligne : <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/51054/1/284.pdf>.

gines agraires de la transition du féodalisme au capitalisme¹⁷, puis alors que la sociologie historique était en plein essor, il n'est donc pas surprenant que Tilly ait pu affirmer ceci :

Après près d'un siècle de fixation sur une fausse « révolution industrielle » supposément entraînée par la technologie et basée dans les villes, nous redécouvrons la valeur des arguments principaux de Marx. Nous apprenons que les campagnes européennes furent prolétarisées bien avant les villes, que les villages et les petits bourgs demeurèrent les principaux sites de prolétarianisation jusqu'à tard au XIX^e siècle, et que les transitions fondamentales vers le travail salarié s'effectuèrent surtout en agriculture et dans l'industrie artisanale¹⁸.

Tilly avait pour sa part « redécouvert » cet enseignement de Marx dès 1964. *La Vendée*, à ce titre, annonçait quelques-uns des travaux majeurs de Tilly, y compris *Contrainte et capital* ou *Les révolutions européennes*. Dans *Social Structures: A Network Approach*¹⁹, Tilly publiera d'ailleurs un important chapitre traitant du caractère erroné de la plupart des théories de la modernisation du continent européen, plaidant pour une reconsidération des dynamiques d'interaction entre le développement de l'État-nation, l'avènement du capitalisme et les transformations importantes qui prirent forme dans les milieux ruraux. Il y soutient par exemple qu'au tournant du XIX^e siècle, les campagnes européennes faisaient montre d'une structure sociale hétérogène, où les occupations étaient presque aussi diverses que les réseaux formels et informels reliant ces mêmes campagnes aux marchés urbains nationaux et internationaux. La ruralité du XVIII^e siècle, selon lui, n'avait donc rien à voir avec les récits qu'on en a longtemps construits, car ces communautés rurales que l'on croyait relativement autarciques et conservatrices étaient en fait traversées par les logiques capitalistes de production et de marchandisation bien avant que l'industrialisation n'ait complété, ni même confirmé sa croissance. C'est en gardant à l'esprit cette sensibilité qu'a par la suite démontré Tilly pour les mutations importantes des campagnes au cours du XVIII^e siècle qu'il faut lire *La Vendée*.

Comme nous l'avons souligné plus tôt à la suite de Tilly, le XVIII^e siècle en France occidentale est le théâtre d'une expansion importante du commerce et donc d'une « urbanisation » sérieuse des campagnes. Ces dynamiques accompagnent évidemment le développement, à la ville et à la campagne, d'une bourgeoisie et d'une paysannerie dépendantes du marché, classes dont

17. Robert Brenner, « Agrarian Class Structures and Economic Development in Pre-Industrial Europe », *Past & Present*, vol. 70, février 1976, p. 30-75.

18. Charles Tilly, « Karl Marx: Historian », Center for Research on Social Organization, *Working Paper 284*, 1983, p. 7. En ligne : <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/51054/1/284.pdf>

19. Charles Tilly, « Misreading, than re-reading, nineteenth century social change », dans Barry Wellman, Barry & S. D. Berkowitz (dir.), *Social Structures: A Network Approach*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 332-358.

les besoins et intérêts, Tilly l'accorde à Marx, seront les mieux servis par la Révolution. Tout comme une analyse de ces dynamiques est indispensable à la compréhension de l'avènement de 1789, la clé explicative de la contre-révolution est à chercher, selon Tilly, dans le fait que cette urbanisation se soit déployée de manière inégale, dans le temps et l'espace :

Les classes sociales, les métiers, les différents types d'agriculture, les diverses branches de l'industrie, les régions, même telle ou telle ville, participèrent, dans des mesures fondamentalement différentes, à la grande transformation. Le résultat ne fut pas l'homogénéisation de la nation, mais l'accentuation de ses contrastes internes. Ces contrastes sont au cœur du problème de la Révolution²⁰.

C'est la transformation bigarrée des structures sociales et des activités productives qui explique, pour Tilly, les réactions différentes face à la Révolution. Dans les régions où bourgeoisie et paysannerie commerçantes étaient liées depuis le début du siècle, la Révolution fut généralement accueillie positivement. Il en allait autrement de celles où l'agriculture de subsistance était encore fortement prédominante et où l'industrie, du textile principalement, ne s'était développée en vitesse qu'après 1760, voire 1770. À l'appui de cet argument, l'auteur prend les régions du Saumurois et des Mauges en exemple : alors que le Saumurois avait vu, depuis la fin du XVII^e siècle, l'industrie du textile se développer progressivement puis que la culture commerciale du blé et la viticulture y constituaient la plus grande part de l'activité agricole, la culture de subsistance du seigle, l'élevage à petite échelle et l'essor rapide d'un artisanat semi-industrialisé furent le fait des Mauges, d'où les soulèvements les plus violents proviendront à partir de 1791. Le cas des Mauges, siège de la contre-révolution vendéenne, est représentatif, car « sur toute l'étendue de la nation, d'ailleurs, la résistance catégorique à la Révolution ou à la faction dominante à l'intérieur du mouvement révolutionnaire – fut moins la tendance des régions les plus arriérées que celle des zones où les récents changements sociaux avaient été à la fois vigoureux et inégalement répartis²¹ ».

Le sud de l'Anjou, et les Mauges en particulier, présentent une composition sociale effectivement hétéroclite au tournant de 1790. Tilly identifie cinq « classes » qui y cohabitent au travers de statuts sociaux, de besoins et d'intérêts divergents : les nobles, les prêtres, les bourgeois, les artisans et les paysans. L'urbanisation rapide des Mauges à partir de 1770, notamment la croissance d'une industrie textile qui tombera d'ailleurs dans un important marasme à la fin des années 1780, crée des clivages et des conflits entre

.....
20. C. Tilly, *La Vendée*, op. cit., p. 36.

21. *Ibid.*, p. 46.

prêtres, nobles²² et paysans d'un côté, qui répugnent aux réformes révolutionnaires, puis bourgeois et artisans de l'autre, qui y trouvent des intérêts. Il s'agit là d'un système de classes complexe, qui n'émerge d'ailleurs pas seulement des structures matérielles mais dévoile aussi l'importance des rapports à la religion et à l'État. Car, point important, l'urbanisation ne se résume pas pour Tilly – en cela il s'éloigne de Marx – à l'extension des logiques marchandes, mais consiste aussi en l'expansion administrative associée à la centralisation étatique. Le politique, et plus précisément la politique nationale, deviennent alors des réalités distinctes et distinguables, même dans les régions rurales, où l'État étend rapidement ses tentacules.

La petite bourgeoisie, ainsi, ne trouve pas de débouchés que dans le commerce ou l'industrie naissante, mais aussi dans les professions libérales et l'administration publique en pleine croissance: arpenteurs-géomètres, intendants, juges, architectes, notaires, ingénieurs, médecins mais surtout, pour ce qui nous intéresse, inspecteurs, huissiers, procureurs fiscaux, officiers seigneuriaux et receveurs des fermages. Dans les Mauges, d'où les nobles sont le plus souvent absents, ce sont les fonctionnaires bourgeois qui lèvent, avant 1789, les fermages et loyers; après 1789, les impôts de l'État. Les mêmes bourgeois qui, avant la Révolution, agissaient à titre d'intermédiaires pour les grands seigneurs terriens, deviendront après celle-ci les « patriotes » qui destitueront les prêtres, lèveront les impôts et rassembleront les armées de conscrits. C'est en cela que Tilly pourra dire, par exemple, que la contre-révolution vendéenne ne représente que la tournure violente de conflits sociaux qui étaient en latence bien avant 1789: dans les Mauges, la figure de l'« exploitateur » n'est pas noble, mais bourgeoise. Ce sont donc les bourgeois qui devront faire face au mécontentement provoqué par la mise en vente des terres et des biens de l'Église, la permanence de l'imposition, la conscription et les déboires de l'industrie après 1790.

Les conflits provoqués par la conscription et la destitution des curés – auparavant membres par défaut des conseils communaux – sont aux racines de la contre-révolution de 1793. Ils démontrent clairement le caractère politique, et non pas seulement économique, des agitations vendéennes. Tilly consacre deux importants chapitres à ces questions politiques et religieuses, dans lesquels il tente de montrer comment la Révolution a eu pour effet de politiser les clivages sociaux qui divisaient déjà les communautés vendéennes depuis quelques décennies. Son argumentaire tend à complexifier la nature des conflits préexistants à 1793, de manière à décourager toute interpréta-

22. Contrairement à la moyenne française, qui était alors de 35 %, le pourcentage des terres détenues dans les Mauges par la noblesse s'élevait à plus de 60 %. Cela fera dire à Tilly que « la France devenait déjà une nation de petits propriétaires fonciers, mais [que] la Vendée demeurait la citadelle des grands seigneurs terriens » (*ibid.*, p. 130).

tion de *La Vendée* et plus généralement de la contre-révolution elle-même comme les simples faits de rapports de production inégalement répartis et développés. En effet,

la participation à la contre-révolution traverse nettement les barrières de classes. Ainsi, aucun système simple de démarcation par classe ne peut-il rendre compte de manière exacte de la division des forces en 1793. Pour cette raison, nous devons soumettre à un examen sévère tout essai d'expliquer la contre-révolution en termes de problèmes, d'attitudes ou d'actions d'une seule classe, qu'il s'agisse des paysans, des nobles, du clergé, des bourgeois ou de toute autre²³.

Il est vrai que la composition sociale hétéroclite des armées contre-révolutionnaires de la Vendée révèle, d'une certaine manière, une complexité des enjeux qui dépasse le simple rapport de classes antagoniste. La présence d'un certain nombre de bourgeois, par exemple, témoigne en faveur de l'argument de Tilly. Néanmoins, la forte prédominance des paysans et des artisans, combinée aux transformations socio-économiques que connaîtront les Mauges durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'empêche de rejeter l'idée selon laquelle les événements de 1793 auraient été, en grande partie, le fait de classes opposées, matériellement ou autrement, au nouveau pouvoir de la bourgeoisie commerçante et administrative. Le rapport de Tilly au marxisme, dès 1964, est donc réellement mitigé. Celui-ci donne nettement l'impression de faire sienne une partie de l'héritage marxiste tout en prenant soin de réitérer la complexité de l'action collective et la nécessité de l'analyse multicausale. En tous les cas, il se révèle clairement plus attaché au récit de la prolétarianisation des campagnes qu'à une perspective ontologique ou même épistémologique marxiste.

Or, affirmer que son rapport au marxisme ait été mitigé ne signifie pas, comme la teneur de son analyse de la contre-révolution vendéenne le montre, qu'il ait été inconséquent ou problématique, car comme le dira Tilly lui-même,

cette façon de résumer la situation va sans doute absolument à l'encontre du postulat habituel, selon lequel tout système de classe doit être bâti autour d'un classement unitaire. Elle n'est pourtant pas incompatible avec la distinction des classes chez Karl Marx, basée sur la relation à des moyens de production, ou avec le critère de Weber sur les différences décisives qu'apportent les hasards de la vie à la distribution des biens, des services ou des conditions d'existence. Chacun de ces points de vue laisse ouverte la possibilité d'un ensemble de classes qui ne forme pas une échelle unique²⁴.

23. *Ibid.*, p. 331.

24. *Ibid.*, p. 88-89.

Les grandes révolutions

Les révolutions européennes nous permet d'élargir notre compréhension de la sociologie historique des révolutions de Tilly. Si les grandes révolutions hollandaises, anglaises, françaises et russes y sont présentées de manière plus narrative, puis si les dynamiques micro- et mésosociologiques, les mécanismes et processus interactifs communautaires y sont beaucoup moins fouillés que dans *La Vendée*, cela lui permet néanmoins d'insister davantage, et sur une très longue période, sur les grandes transformations macropolitiques et macroéconomiques que constitueront la formation des États nationaux et l'avènement du capitalisme. Les références directes à Marx ou au marxisme y sont inexistantes, et son rapport au matérialisme paraît effectivement à la lecture mitigé et limité. Les mutations organisationnelles et géopolitiques se révèlent être pour Tilly de biens plus décisifs facteurs explicatifs que l'émergence de relations sociales de propriété capitalistes²⁵. Son interprétation de la Révolution française de 1789 et de la contre-révolution de 1793, par exemple, se révèle beaucoup plus stato-centrée que ce que *La Vendée* nous permettait d'en comprendre. Il rejette d'ailleurs spécifiquement pour cette raison la définition marxiste classique de la révolution, lui préférant une définition plus « large », plus multicausale, qui « a l'avantage d'attirer l'attention sur des problèmes importants que la définition étroite occulte : jusqu'à quel point et de quelle façon les grandes révolutions se conforment-elles aux régularités de la politique non révolutionnaire ? Quel impact, en particulier, les grands changements dans l'organisation des États ont-ils sur les révolutions²⁶ ? »

Les grandes transformations politiques sont donc au centre de la sociologie historique des révolutions de Tilly. Les mutations dans les rapports entre l'État et la société, le développement différencié des États européens eux-mêmes et les relations entre ces États influent pour lui autant sur les conditions d'émergence des situations révolutionnaires que sur les formes que peuvent prendre ces situations dans le temps et l'espace. Cela ne signifie pas que les facteurs socio-économiques ou « matériels » soient évacués de l'analyse, mais qu'ils soient considérés comme agissant « indirectement », c'est-à-dire en contribuant non pas directement à l'éclatement des révolutions, mais en déterminant les trajectoires de ces transformations politiques ainsi que les acteurs immédiatement concernés par elles. Si Tilly refuse d'en-

25. En ce sens, Tilly se rapproche davantage de Theda Skocpol ou même de George Lefebvre, par exemple, que des théories marxistes de la révolution bourgeoise ou ouvrière. Voir George C. Comninel, « Historical Materialist Sociology and Revolutions », dans Gerard Delanty et Engin Isin (dir.), *Handbook of Historical Sociology*, Londres, Sage, 2003, p. 85-95. Voir aussi Theda Skocpol, *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985.

26. C. Tilly, *Les révolutions...*, op. cit., p. 24.

visager que les structures économiques puissent constituer des variables particulièrement déterminantes, ce n'est donc pas qu'il occulte leur importance, mais que dans l'optique prospective qui est la sienne, les épisodes révolutionnaires relèvent de mécanismes et de processus présentant de très larges variations²⁷.

Tilly reconnaît la situation révolutionnaire à la scission du corps politique en deux ou plusieurs camps revendiquant l'accès au pouvoir politique. Ces « candidats au pouvoir ont été tantôt des réseaux clientélistes – un patron et ses clients –, tantôt des classes sociales, tantôt des collectivités locales, tantôt des communautés religieuses, tantôt des groupes ethniques²⁸ ». Ce qui l'intéresse, autrement dit, ce sont moins les causes profondes de la révolution que les rapports bien précis qu'entretiennent les révolutionnaires au pouvoir de l'État, le caractère différencié et les transformations de ces rapports depuis cinq cents ans. Cette longue période qui sépare le XV^e siècle du XX^e en est justement une de vastes modifications macropolitiques et macro-économiques. Les relations entre « États », tout autant que les configurations de ces États, seront effectivement bouleversées ne serait-ce, d'après Tilly et bien d'autres, que par l'évolution des technologies et des stratégies militaires :

L'usage de plus en plus large de vastes fortifications pour se défendre contre l'artillerie de siège augmenta considérablement les besoins des armées en argent et en effectifs, sans parler de la demande en architectes militaires et mercenaires. [...] Ces guerres donnèrent forme à leur tour au système des États européen [...] et contribuèrent à constituer le type d'État centralisé, différencié, autonome et bureaucratique qui finit par s'imposer en Europe, puis dans le monde entier²⁹.

Tilly est bien conscient du fait que cette dynamique de consolidation des États nationaux européens se double du développement progressif et inégal du capitalisme et plus précisément, en premier lieu, du capitalisme agraire et commercial. Ainsi, non seulement les besoins croissants du politique envers la finance militaire s'accroissent, mais la prolétarianisation des campagnes et la formation de classes de plus en plus autonomes de grands propriétaires fonciers, de marchands et de « capitalistes » rendent possible l'accumulation du capital nécessaire à la menée de ces grandes guerres. C'est la conjonction de ces deux phénomènes, puis plus particulièrement les trajectoires et les moyens qu'emprunteront les États européens pour y faire face et en tirer avantage, qui détermineront en grande partie les formes des transformations interactionnelles entre le pouvoir politique et les populations, puis conséquemment les conditions d'avènement des différentes situations révolution-

27. Voir, à ce sujet, C. Tilly, *From Mobilization...*, *op. cit.*

28. C. Tilly, *Les révolutions...* *op. cit.*, p. 33.

29. *Ibid.*, p. 54.

naires. Les monarchies et autres cités-États européennes, nous le verrons, emprunteront effectivement diverses trajectoires d'adaptation aux nouveaux enjeux économiques et géopolitiques. Cette différenciation affectera de manière importante les mécanismes à la source du développement d'oppositions organisées et puissantes au pouvoir des États. C'est donc ces derniers, d'une certaine manière, qui détermineront les formes mêmes de la remise en cause de leur autorité, ainsi que ses acteurs.

La typologie des alliances révolutionnaires que dresse Tilly est à ce titre révélatrice, car elle complexifie de beaucoup la typologie matérialiste axée sur le clivage de classes. Perd-elle en précision en voulant gagner en portée? Probablement, mais elle révèle la volonté qu'avait Tilly de toujours encadrer cette typologie au sein d'une analyse multicausale et multispatiale de la révolution. Ainsi,

les révolutions d'alliance de classes sont celles qui se conforment le plus étroitement au modèle marxiste classique, mais elles comprennent de nombreuses luttes auxquelles ont pris part des éléments clefs des classes dominantes; la Fronde en France et la révolte des Pays-Bas contre l'Espagne entrent dans cette catégorie, ainsi que les grandes révolutions anglaises, françaises et russes³⁰.

Tilly distingue au moins six types de révolutions³¹, selon que leurs acteurs sont reliés de façon proximale ou distante et que la formation des groupements révolutionnaires relève d'une appartenance territoriale ou d'intérêts matériels ou politiques communs. Cela lui permet de caractériser comme révolutionnaires plusieurs types d'épisodes qui ne correspondent effectivement pas au classement marxiste classique. On peut penser aux révolutions *dynastiques*, axées sur les luttes de succession, aux situations révolutionnaires de type *communautaire*, relevant par exemple de clivages religieux, ou à certaines formes de coalitions révolutionnaires *clientélistes* basées sur de stricts intérêts politiques. En Europe, ces trois types ont été ubiquitaires du XV^e au XVIII^e siècle, mais avec la progression de la centralisation étatique et du capitalisme, qui comme Tilly le suggère a profondément transformé les manières dont les populations s'organisaient face au pouvoir, face à la contrainte et au capital, s'y sont substituées les révolutions *nationales* et *de classes*, puis souvent des combinaisons des deux³².

Toute la sociologie historique des révolutions de Tilly est basée sur cette différenciation importante, idéaltypique, des alliances révolutionnaires. C'est à travers la composition et l'action concrète de ces alliances qu'il décèle les effets combinés des transformations politiques et économiques ayant affecté

30. *Ibid.*, p. 84.

31. *Ibid.*, p. 82.

32. *Ibid.*, p. 91.

l'Europe depuis le XV^e siècle. Tilly cherche à identifier des régularités mécaniques au sein de la diversité des processus révolutionnaires plutôt que des relations générales de cause à effet ou des conditions suffisantes et nécessaires à l'éclatement d'épisodes révolutionnaires : « à l'échelle du demi-millénaire, l'histoire des processus révolutionnaires nous en dit long sur les mécanismes du changement politique, mais dément toute formulation précise de conditions régulières, récurrentes, pour qu'il y ait transfert du pouvoir par la force³³ ». La prolétarianisation des campagnes, le développement de nouvelles formes de fiscalité, l'expansion des marchés nationaux et internationaux, la recomposition des alliances dynastiques et politiques européennes, la centralisation étatique et l'homogénéisation culturelle-linguistique, toutes ces transformations ne constituent pas en elles-mêmes des causes suffisantes à l'éclatement de situations révolutionnaires. Ce qui importe prioritairement, pour la sociologie historique de Tilly, sont les manières dont les populations et les États d'Europe ont réorganisé, de manières diverses, leur interdépendance. La transition des souverainetés multiples aux monarchies absolutistes, par exemple, aura sur le continent permis la mutation des contestations communautaires-régionales en des contestations de type national, tout comme le développement progressif du capitalisme aura engendré la transformation des révolutions clientélistes en alliances révolutionnaires de classes. En France par exemple,

avant la brillante époque de Mazarin et de Colbert, la monarchie ne cessa de se heurter à des résistances armées. Elles prenaient deux grandes formes liées entre elles : le rejet de l'autorité de l'Église catholique romaine au nom du protestantisme, et le refus massif d'une fiscalité constamment alourdie par les guerres. En dépit de la fréquente constitution d'alliances de classes au niveau local, les situations révolutionnaires régionales et nationales relevaient en général d'une combinaison d'aspects dynastiques et communautaires³⁴.

La centralisation étatique de 1650 à 1750, tout comme le développement d'une bourgeoisie marchande dont les intérêts se révélaient de plus en plus opposés à ceux de la petite et de la grande noblesse terrienne et administrative, annonce en France l'époque des situations révolutionnaires nationales. Ainsi, selon Tilly, pour saisir les événements de 1789-1799 – qui constituent pour lui une succession de situations révolutionnaires et contre-révolutionnaires – il est impératif d'étudier l'impact des besoins militaires croissants de la France à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle. La guerre de Sept Ans (1756-1763) et la guerre d'Indépendance américaine (1778-1783) ainsi que les multiples Guerres de la Révolution française,

33. *Ibid.*, p. 366.

34. *Ibid.*, p. 237.

notamment contre la Grande-Bretagne, ont eu pour effet d'augmenter sensiblement les besoins fiscaux de la France et de forcer une réorganisation notamment axée sur la vénalité des charges publiques et la création de nouveaux impôts. C'est d'abord cette dynamique, davantage que les transformations socio-économiques alors en cours, qui a pour Tilly conduit à la formation de coalitions révolutionnaires nationales. En voulant augmenter ses revenus de façon draconienne, et en usant pour ce faire d'une extension de son pouvoir de contrainte, l'État français a engendré de fortes résistances, qui se sont mutées en des alliances qui seraient au cœur de la Révolution de 1789 :

Les efforts de la monarchie pour liquider l'endettement considérable légué par la guerre de Sept Ans et tout particulièrement la guerre d'Indépendance américaine provoquèrent des conflits majeurs avec les grands tribunaux français, notamment les parlements, qui n'étaient disposés à collaborer à une réorganisation fiscale que si on leur donnait plus largement voix au chapitre sur la politique financière. [...] Les parlements, qui étaient des puits de privilèges aristocratiques et de charges achetées au roi, firent cause commune avec les paysans et les bourgeois soulevés contre les dépenses, l'arbitraire et la corruption du pouvoir. De plus, cette étrange alliance finit par gagner un important soutien dans l'aristocratie et le haut clergé, dont les nombreux privilèges commençaient à être menacés par la pression fiscale royale³⁵.

Cela est clair autant dans *Les révolutions européennes* que dans *La Vendée*, le caractère bourgeois de la Révolution française de 1789 ne s'observe avec clarté qu'à postériori. Il est vrai que l'émergence d'une bourgeoisie marchande, que la prolétarianisation des campagnes françaises, que l'urbanisation et la croissance de l'industrie ont eu des effets transformateurs importants sur la société française et les clivages de classes qui se révéleraient au moment de la Révolution et de ses suites. Ces mutations auraient cependant très bien pu déboucher sur autre chose qu'une révolution, et c'est en cela que Tilly considère leur influence comme étant « indirecte » : elles ont fortement déterminé les forces en présence, les alliances, les oppositions, bref, les agents et les formes de la rupture révolutionnaire ; elles n'ont pas, pourtant, mené d'elles-mêmes à la Révolution sans que l'État français ne les y amène. Pour le dire avec Tilly, « tous ces changements ont affecté l'identité, les intérêts et l'organisation des candidats potentiels au pouvoir d'État, et influencé aussi le fonctionnement quotidien de l'État. Néanmoins, la transformation continue de l'État français a joué son propre rôle – qui est grand – pour déterminer quand, où, comment et avec quels effets des situations révolutionnaires allaient pouvoir s'ouvrir et se fermer³⁶ ».

35. *Ibid.*, p. 256-258.

36. *Ibid.*, p. 291-292.

L'analyse est similaire dans le cas des îles Britanniques, les situations révolutionnaires du XV^e au XVII^e siècle y ayant été le plus souvent à prédominance dynastique, communautaire-religieuse ou clientéliste. À l'exception de la Glorieuse Révolution de 1688, ce n'est qu'au courant des XVIII^e et XIX^e siècles que les alliances révolutionnaires nationales et de classes, de façon différenciée en raison des diverses trajectoires politiques et économiques écossaise, irlandaise, galloise et anglaise, se formeraient. Tilly accorde au capitalisme, notamment à la marchandisation de l'agriculture et à l'industrialisation anglaise, un rôle important quant aux trajectoires de la Grande-Bretagne à partir de la fin du XVII^e siècle. L'alliance entre le Parlement et la monarchie, possible notamment en raison de l'intérêt partagé des bourgeois, des lords et de la Couronne à l'expansion impériale, explique en partie pourquoi, à l'inverse des autres États européens, les îles Britanniques n'ont été le lieu d'aucune véritable situation révolutionnaire après le XVII^e siècle, si ce n'est des révoltes jacobites écossaises de 1715 et 1745 et des soulèvements confessionnels et nationalistes irlandais. Si la révolution de 1688, concède Tilly, peut à juste titre être considérée comme ayant été « bourgeoise », en donnant aux marchands londoniens et écossais un accès privilégié au Parlement et une influence importante sur la Couronne en quête de ressources financières, la relative paix sociale des XVIII^e et XIX^e siècles s'explique en grande partie par la collaboration entre la bourgeoisie, la noblesse et la monarchie ainsi que par les formes qu'elle ferait prendre à l'État britannique. Ainsi,

la création de gigantesques machines militaire et impériale, le système d'administration indirecte par l'intermédiaire de la gentry et du clergé qui s'est poursuivie au XIX^e siècle, la force croissante d'un Parlement fondé sur la fusion des puissances foncière et commerciale, la cooptation enfin d'une classe dominante d'Écosse de plus en plus entraînée dans les mêmes réseaux capitalistes que celle d'Angleterre, ont été autant de facteurs qui ont réduit les possibilités de voir se constituer une alternative viable au régime existant³⁷.

Le cas de la Russie, enfin, est éminemment complexe, mais c'est aussi celui qui illustre le mieux l'argumentaire multicausal de Tilly. Le rôle structurant du tsarisme et de l'impérialisme russes, tout comme celui de la géopolitique particulière de la Russie, se sont pour lui révélés particulièrement centraux en ce qui concerne le développement de l'État et des situations révolutionnaires – majoritairement communautaires et dynastiques – jusqu'au XIX^e siècle. La fin du XIX^e siècle en Russie offre pour Tilly un exemple patent des contradictions explosives qui émergent de la conjonction d'un État autoritaire extrêmement centralisé, guerrier et pourtant de plus en plus pauvre et faible, puis d'une société de plus en plus marchande, en voie d'industrialisa-

37. *Ibid.*, p. 217-218.

tion mais encore majoritairement paysanne. Les réformes libérales introduites par Alexandre II après 1860 eurent pour effet de radicaliser ces contradictions, en favorisant la centralisation administrative et fiscale, en diminuant radicalement les pouvoirs de la noblesse russe et en libérant les paysans des contraintes du servage afin de mieux les rendre disponibles aux industriels et aux grands propriétaires terriens pratiquant l'agriculture marchande.

Dans un contexte de guerres (et de défaites) constantes entre 1860 et 1918³⁸, ces réformes furent relativement mises à mal par les successeurs d'Alexandre II et le caractère autocratique du régime tsariste s'accrut. En conduisant des réformes libérales et nationalistes d'un côté, puis en augmentant rapidement les impôts et le nombre de conscrits entre 1860 et 1918, l'Empire russe s'est aliéné à la fois la noblesse, la paysannerie, les minorités nationales et le prolétariat émergent, tout en exposant l'absurde de la centralisation et de l'autoritarisme croissants d'un pouvoir effectivement affaibli et appauvri par les guerres. C'est dans ce contexte de décalage immense entre les formes du pouvoir tsariste et les mutations socio-économiques en cours que l'épisode révolutionnaire de 1905 doit être compris³⁹. Les effets dévastateurs de la Grande Guerre de 1914-1918 n'allaient que radicaliser ce décalage et permettre aux alliances de classes de 1917 (ouvriers, soldats, paysans, petite noblesse, intelligentsia) de prendre le contrôle d'un État dont le pouvoir était contesté depuis plusieurs décennies. Si, pour Tilly, la Révolution russe de 1917 en fut une de classes opprimées, de contradictions entre le capital et la contrainte, elle relève donc aussi en grande partie des trajectoires qu'emprunterait l'État russe durant la seconde moitié du XIX^e siècle. En cela, l'exemple russe illustre bien l'une des trajectoires typiques de formation des États européens identifiées par Tilly un an plus tôt.

La formation des États européens

Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990 figure parmi les ouvrages les plus importants de la sociologie historique de Tilly. Il s'agit clairement de la continuation et de l'approfondissement du travail entamé dans son collectif de 1975⁴⁰ ainsi que dans certains de ses textes les plus marquants, parmi lesquels «War Making and State Making as Organized

38. *Ibid.*, p. 315.

39. Ce qui, convenons-en, se rapproche beaucoup de la lecture marxiste classique selon laquelle la révolution devient possible et nécessaire lorsque les structures politiques du pouvoir d'État entrent en contradiction forte avec le mode de production dominant et donc avec la classe qui en tire le plus de bénéfices sans être suffisamment intégrée dans ces structures politiques.

40. Charles Tilly et Gabriel Ardent (dir.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975. Tilly dédie d'ailleurs *Contrainte et capital* à Stein Rokkan, dont le chapitre dans ce collectif («Dimensions of State Formation and Nation-Building: A Possible Paradigm for Research on Variations within Europe») demeure un classique de la sociologie historique de l'État et du nationalisme.

Crime », chapitre publié dans le fameux collectif d'Evans, Rueschemeyer et Skocpol⁴¹. Ce qui est cependant – et malheureusement – souvent oublié est que *Contrainte et capital* avait aussi comme objectif de répondre aux hypothèses lancées par deux autres figures importantes de la sociologie historique européenne, Perry Anderson et Fernand Braudel⁴². Dans le cas de Braudel, la question laissée en suspens par *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e–XVIII^e siècles)* est bien circonscrite par Tilly⁴³ : l'État a-t-il promu et facilité, oui ou non, le capitalisme et vice versa ? Oui et non, tranchera (ou ne tranchera pas) Tilly... Anderson, pour sa part, aura eu le mérite de rappeler que « l'affrontement séculaire entre les classes est résolu en dernière analyse, non pas au niveau économique ou culturel, mais au niveau politique de la société. En d'autres termes, ce sont la construction et la destruction des États qui scellent les modifications fondamentales dans les relations de production, aussi longtemps que les classes subsistent »⁴⁴. L'un des objectifs de *Contrainte et Capital* était pour Tilly de le démontrer en mettant l'accent sur les effets différenciés des diverses concentrations de capital sur la formation des États européens.

Tilly ne s'y réfère à peu près jamais à Marx ou au marxisme, si ce n'est, nous le verrons, que pour en questionner les analyses. Max Weber n'est pas davantage invoqué, et pourtant l'héritage du marxisme comme de la sociologie webérienne se révèle à la lecture d'une importance cruciale. Les définitions qu'offre Tilly de ses concepts de « capital » et de « contrainte » empruntent d'ailleurs clairement aux deux courants, respectivement. S'il prend soin de préciser qu'il y eut « capital » bien avant qu'il ne puisse y avoir « capitalisme », et donc que les premiers acteurs « capitalistes » se distinguaient davantage par leurs activités marchandes et financières, voire foncières, que par le démarrage d'industries à proprement parler, sa définition de ces acteurs rappelle bel et bien celle de Marx : « les capitalistes sont, en ce sens, des gens qui se spécialisent dans l'accumulation, l'achat et la vente du capital. Ils occupent le royaume de "l'exploitation", où les relations de production et d'échange dégagent d'elles-mêmes des surplus, dont ils s'emparent⁴⁵. » Cette capacité à dégager des « surplus » du travail des autres et du marchandage des fruits de ce travail se révélera d'une grande importance pour les dirigeants politiques européens. La présence ou l'absence d'un grand nombre de ces

41. Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime », dans Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, New York, Cambridge University Press, 1985, p. 169-187.

42. Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, Londres, NLB, 1974 ; Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e – XVIII^e siècles*, Paris, Armand Collin, 1979.

43. C. Tilly, *Contrainte...*, op. cit., p. 13.

44. P. Anderson, op. cit., p. 11, cité dans C. Tilly, *Contraintes...*, op. cit., p.9-10.

45. C. Tilly, *ibid.*, p. 42.

« capitalistes » sur les territoires contrôlés ou revendiqués par ces dirigeants déterminera en partie la quantité de ressources financières disponibles en vue de l'effort de guerre. Nous précisons qu'elle le déterminera en partie car une autre variable, la contrainte, sera également d'un effet structurant de premier ordre.

Sa définition de la contrainte révèle l'influence complémentaire de Weber quant à son cadre conceptuel. Ainsi,

la contrainte inclut toute action concertée – réelle ou virtuelle – visant à provoquer des pertes ou des dommages à des personnes ou à des possessions d'individus ou de groupes qui ont conscience de l'action et du dommage potentiel [...]. Alors que le capital définit le royaume de l'exploitation, la contrainte définit celui de la « domination »⁴⁶.

Cette définition de la contrainte n'est pas sans conséquence, car elle est à son tour aux fondements de ce qui constitue selon Tilly un « État ». Cette distinction est importante, car avant le XVII^e, voire le XVIII^e siècle, il est difficile d'identifier avec précision les contours de ce que nous entendons aujourd'hui par « État » autrement que par l'observation des dynamiques et des acteurs du « royaume de la domination ». Or, la domination d'un seigneur sur ses serfs ou d'une paroisse sur ses fidèles ne constitue pas davantage un cadre « étatique » que l'activité de quelques marchands locaux ou d'une poignée de prêteurs sur gages ne constitue un système « capitaliste ». On ne peut ainsi distinguer des États que là où la contrainte est relativement territorialisée et monopolisée par un nombre *x* d'acteurs interconnectés sur ce territoire. Ce n'est que

lorsque l'accumulation et la concentration des moyens de contrainte croissent de concert [qu']elles produisent des États, c'est-à-dire des organisations distinctes qui contrôlent les principaux moyens concentrés de contrainte à l'intérieur de territoires bien définis, et jouissent d'une priorité absolue à certains égards sur toutes les autres organisations qui opèrent à l'intérieur de ces territoires⁴⁷.

L'héritage wébérien, à l'évidence, est bien présent. La question de recherche qui occupait Tilly à l'occasion de la rédaction de *Contrainte et capital* était en fait double: pourquoi un si grand nombre de types d'États, des cités marchandes aux monarchies absolutistes en passant par les confédérations et les empires, s'est-il développé à partir de l'an mil, puis pour quelles raisons cette diversité s'est-elle dissoute pour aboutir, au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, à un système relativement homogène formé d'États nationaux? Dans une perspective marxiste des relations internationales ou du développement des États, cette convergence s'explique d'abord par l'émergence du capita-

46. *Ibid.*, p. 45-46

47. *Ibid.*, p. 46.

lisme, qui aura forcé les différentes entités politiques européennes à ajuster leurs structures politiques aux exigences d'un mode de production nécessitant 1) la formation de larges marchés, 2) la connexion des villes et des futurs centres industriels aux campagnes et 3) l'élaboration de cadres juridiques et institutionnels permettant la protection du droit de propriété et d'exploitation. C'est une perspective que Tilly associait entre autres aux travaux de Brenner⁴⁸, Clark et Dear⁴⁹ ou Wallerstein⁵⁰.

Cette lecture, toujours selon Tilly, et cette critique est caractéristique de sa pensée, ne fournit d'explication pertinente qu'à postériori, et ne propose ainsi qu'une analyse rétrospective d'un système qui apparaît aujourd'hui homogène mais qui ne l'a pas toujours été ni n'était destiné, dans une perspective téléologique, à le devenir. Le matérialisme historique marxiste, autrement dit, offre d'intéressants indices sur les manières dont les transformations macro-économiques ont influencé le développement du système européen des États, mais il ne suffit pas à démontrer pourquoi et comment, à l'inverse, ce même système a aussi exercé de puissants effets sur la formation de l'Europe et a permis que subsistent, jusque très tard au XVIII^e siècle, d'importantes « variations de forme et d'activité parmi les États qui avaient des modes de production similaires »⁵¹.

Cela étant dit, cela ne signifie certainement pas que Tilly ait évacué de sa propre analyse toute perspective marxiste, ou qu'il ait carrément refusé de considérer que les structures économiques eurent un pouvoir de contrainte sérieux sur l'éventail des possibilités qui s'offraient aux dirigeants européens quant à la préservation et à l'expansion de leur pouvoir et de leur contrôle sur différents territoires. D'abord, précisons que si Tilly récuse l'analyse marxiste « rigide » et téléologique, il en fait autant des perspectives étatistes, nationalistes ou géopolitiques monocausales. Il est vrai que sa sociologie accorde beaucoup d'importance aux dynamiques internes des États ainsi qu'à la géopolitique et notamment aux guerres, mais sa lecture ne relève en aucun cas d'un réalisme naïf, qui rétrocéderait aux acteurs politiques une intentionnalité ayant débouché sur le développement des États, ou à la guerre un caractère structurant agissant au-delà et indépendamment des dynamiques inhérentes aux différents cadres étatiques et aux caractéristiques des populations y vivant. Le propre de la sociologie historique prospective de Tilly réside justement, au contraire, dans l'identification de la variété et de la divergence, puis dans l'étude des mécanismes et processus généraux et récurrents ayant

48. Robert Brenner, *op. cit.*; Robert Brenner, « The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism », *New Left Review*, vol. 104, 1977, p. 25-92.

49. Gordon L. Clark et Michael Dear, *State Apparatus. Structures and Language of Legitimacy*, Boston, Allen & Unwin, 1984.

50. Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System*, 3 volumes, New York et Orlando, Academic Press, 1974-1988.

51. C. Tilly, *Contraintes...*, *op. cit.*, p.32.

permis à la fois à cette diversité de se maintenir et finalement de se désagréger et de converger. Dans cette perspective, les relations internationales, la guerre et les arrangements différenciés de contrainte et de capital propres à chaque « État » doivent être envisagés dans leurs interactions plutôt qu'isolément. La prédominance tardive de la forme « nationale » des États européens ne s'explique donc qu'en fonction d'une conjonction de facteurs dont la guerre, il est vrai, constitua le point focal :

Les dimensions croissantes de la guerre et l'imbrication des systèmes étatiques européens par les interactions commerciales, militaires et diplomatiques finirent par accorder l'avantage des armes aux États capables d'entretenir des armées permanentes ; ceux qui pouvaient disposer d'importantes populations rurales, de capitalistes et d'économies relativement commercialisées, gagnèrent. Ils imposèrent les lois de la guerre et leur forme d'État devint prédominante en Europe⁵².

Deuxièmement, une lecture serrée de *Contrainte et capital* a tôt fait de montrer que Tilly, loin d'écarter de sa sociologie les effets des structures économiques sur l'organisation interne des États, leur octroie au contraire une portée grave. En fait, l'organisation inégale des classes sociales dans l'espace et le temps fournit pour Tilly un important indice permettant d'appréhender les différentes trajectoires organisationnelles des États européens. La raison en est fort simple : tous les « États » européens étant engagés, depuis 990 et bien au-delà, dans une même logique systémique de préparation perpétuelle à la guerre, chacun d'entre eux doit trouver les moyens à la fois les plus simples et les plus efficaces d'accumuler les ressources financières et humaines nécessaires à cet effort de guerre. Cela était vrai à l'époque du grand mercenariat, puis ce l'est devenu encore davantage avec l'avènement des premières armées « nationales » après 1600. Conséquemment, les zones d'Europe où le capital était bien développé et les capitalistes (marchands, grands propriétaires terriens, financiers, etc.) nombreux se distinguèrent par un financement de cet effort axé sur le prêt, l'impôt et le dirigisme économique. Ce fut le cas, par exemple, des cités-État de la Hanse, de Hollande et vénitienne. À l'inverse, les régions où ces caractéristiques étaient plus ou moins absentes devaient se rabattre sur d'autres formes d'accumulation de capital. Ainsi, les régions à faible capital eurent tendance à se développer à l'aide de la contrainte et de ses « spécialistes » : seigneurs, soldats, policiers, huissiers et juges, bourreaux, etc. Dans ces cas, le financement de l'effort de guerre passait plutôt par l'accapement des ressources (souvent en nature) et le maintien de relations de domination légitimant le servage et la subordination. La Russie, la Pologne et la Suède constituent des exemples historiques patents de cette trajectoire.

.....
52. *Ibid.*, p. 40.

Les structures économiques territorialisées sont donc, dans l'analyse de Tilly, encastrées dans des dynamiques géopolitiques vastes et différenciées, tout comme le sont les États eux-mêmes. Au sein de ces mêmes dynamiques, ces structures peuvent à la fois influencer en amont et découler en aval des logiques d'organisation des États. La relation de l'économie au politique, chez Tilly, n'en est pas une de structure/superstructure, mais plutôt une connexion à double sens où la vie économique à la fois conditionne et est conditionnée par les exigences du politique et par-dessus tout de la guerre.

En fait, Tilly identifiait trois trajectoires typiques de formation de l'État : les deux premières, à « fort capital » et à « forte contrainte », menèrent respectivement à 1) des cités et confédérations riches, décentralisées et puissantes mais de plus en plus incapables de lever des armées de masse avec la disparition progressive du mercenariat, puis à 2) des monarchies et empires autoritaires, centralisés et militarisés mais de plus en plus incapables de contrôler les spécialistes de la contrainte puis de financer ces structures et ces guerres permanentes. C'est en ce sens que certains États, pour Tilly, ont pu avoir pour effet de décourager l'éclosion du capitalisme. Les États dont le développement fut longtemps axé sur la contrainte, et donc sur la mise en place et l'entretien de structures et de hiérarchies rigides, ont eu beaucoup de difficulté à s'adapter aux transformations socio-économiques qui prenaient effet en leur sein. Là, les autocrates, monarques éclairés et grands propriétaires fonciers continuèrent à monopoliser les pouvoirs de domination et d'exploitation, souvent jusque tard au XIX^e siècle⁵³. La troisième voie identifiée par Tilly, à « contrainte capitalisée », relève d'un dosage plus équilibré de contrainte et de capital dans l'organisation de l'État. La France et l'Angleterre ont « suivi » cette trajectoire par laquelle « la présence d'au moins un grand centre d'accumulation du capital dans une région par ailleurs dominée par les propriétaires terriens rendit possible une voie intermédiaire de constitution de l'État, processus dans lequel les détenteurs du capital et ceux de la contrainte luttèrent d'abord, avant de négocier finalement un *modus vivendi* »⁵⁴.

53. C'est d'ailleurs ce qui permet à Tilly d'offrir un apport intéressant à l'important débat sur le caractère « arriéré » de l'économie et sur le « second servage » ou « neo-serfdom » en Europe centrale et de l'Est : « Lorsqu'au XVI^e siècle d'importantes quantités de grain d'Europe orientale commencèrent à être envoyés vers l'ouest, la structure de contrôle existante permit aux grands propriétaires de profiter directement de ces expéditions ; ils utilisèrent en effet le pouvoir de l'État pour limiter le rôle des marchands et pour réprimer les producteurs paysans, édifiaient par la même occasion un nouveau servage. Dans cet équilibre des pouvoirs, même une extension de la commercialisation n'aboutit pas à la création de cités, d'une classe capitaliste indépendante ou d'un État plus semblable à ceux de l'Europe urbanisée » (*ibid.*, p. 239). Sur ce débat, voir aussi Daniel Chirot (dir.), *The Origins of Backwardness in Eastern Europe. Economics and Politics from the Middle Ages until the Early Twentieth Century*, Berkeley, University of California Press, 1991 ; László Makkai, « Neo-Serfdom : Its Origin and Nature in East Central Europe », *Slavic Review*, vol. 34, n° 2, 1975, p. 225-238. Voir également Jerzy Topolski, « The Manorial-Serf Economy in Central and Eastern Europe in the 16th and 17th Centuries », *Agricultural History*, vol. 48, n° 3, 1974, p. 341-352.

54. C. Tilly, *Contraintes...*, *op. cit.*, p. 223.

Ce sont ces États qui réussirent le mieux à mettre en place les bureaucraties administratives permettant de contenir les pouvoirs régionaux et de les intégrer au sein d'un système balancé et relativement concentré de contrainte, d'accumulation et éventuellement de redistribution du capital. L'existence, sur ces territoires, de structures économiques mixtes, dominées par l'agriculture mais composées aussi d'importants centres marchands et plus tard industriels, conféra aux dirigeants politiques un avantage de taille en leur donnant un accès relativement aisé à d'amples ressources à la fois humaines, matérielles et financières. C'est en partie pour sécuriser et pérenniser cet accès que dans ces États les nobles et les capitalistes furent intégrés plus ou moins rapidement aux structures politiques, permettant aux pouvoirs de domination et d'exploitation de converger. Là, l'effort de guerre fut massif et efficace: une relative concentration du capital et une organisation de la contrainte compatibles avec les intérêts de l'État central permirent un financement et une mobilisation optimaux. Ce sont ces premiers États «nationaux», à partir du XVII^e siècle au moins, qui bâtirent les plus grandioses et les plus innovantes machines de guerre de l'Europe, et ce sont donc eux qui imposèrent aux autres États du système européen les conditions dans lesquelles la guerre se mènerait désormais. Ce sont ces conditions nouvelles et la puissance de ces États nationaux qui forcèrent les autres États à reproduire progressivement, au mieux de leurs capacités et de leurs possibilités, ce modèle organisationnel. La convergence progressive des États européens vers différentes déclinaisons de l'État national ne s'explique donc pas, pour Tilly, par le développement généralisé du système capitaliste et de ses exigences, mais par la contrainte à l'émulation organisationnelle médiatisée par les guerres européennes, les réseaux du capital et la montée en puissance des États dont les trajectoires permirent une importante imbrication du capital et de la contrainte.

Doit-on en conclure que l'aspect belliqueux du système européen jusqu'au XX^e siècle occupe dans la sociologie historique de Tilly une position prépondérante? Très certainement, mais pas au détriment d'une solide prise en compte des effets structurants des réalités économiques sur le développement des États. Ces derniers, il est vrai, se développèrent par et pour la guerre, mais les trajectoires organisationnelles de chacun d'entre eux répondirent en grande partie des structures économiques propres à leur territoire. «Ces États européens ont commencé leur parcours à partir de positions très différentes, en fonction de la répartition des concentrations de capital et de contrainte. Ils changèrent de route avec les altérations du capital et de la contrainte et finalement, la concurrence militaire finit par les conduire tous

dans la même direction générale⁵⁵. » Qui plus est, et à l'inverse, ces trajectoires affectèrent sérieusement les possibilités et les conditions territorialement différenciées d'avènement du capitalisme en Europe, car les structures étatiques et organisationnelles érigées en vue de l'effort de guerre, une fois fixées, eurent d'importants effets sur les capacités d'implantation et de croissance du capital. En définitive, ce que Tilly réussit à montrer est précisément ce qu'il cherchait à dévoiler à la suite de Perry Anderson, soit que « ce sont la construction et la destruction des États qui scellent les modifications fondamentales dans les relations de production⁵⁶ ».

Conclusion

Comme je l'ai précisé ailleurs⁵⁷, la récente disparition de Tilly nous invite à reconsidérer de manière sérieuse ce que l'ensemble de son œuvre laisse en héritage à la sociologie politique et historique. Il m'a cependant semblé plus simple et plus efficace de procéder à partir d'un nombre limité d'ouvrages, ne serait-ce que parce que cela me permettait de les analyser plus en profondeur et conséquemment plus en détail. Par ailleurs, pour les raisons évoquées en introduction, les trois ouvrages choisis étaient probablement ceux qui promettaient le plus clairement de dévoiler le positionnement de Tilly par rapport à la sociologie historique marxiste. Que peut-on donc conclure, justement, quant à ce positionnement ? D'abord, que le rapport qu'entretiennent les analyses de Tilly au marxisme est au mieux mitigé et ténu. Les relations sociales de propriété, les rapports et modes de production, les classes sociales, les hypothèses sur le rôle et la position des campagnes, des villes et du commerce au sein du développement inégal du capitalisme et combiné du système des États en Europe, toutes ces variables sont repérables dans sa sociologie, et pourtant l'impression – qui n'en est en définitive pas une – demeure qu'elles ne constituent presque en aucun cas le cœur de son argumentaire⁵⁸.

Deuxièmement, l'influence de Max Weber, tant dans *La Vendée* que dans *Contrainte et Capital* par exemple, apparaît définitivement plus déterminante que celle de Marx. La séparation des sphères de la « domination » et de « l'exploitation », de la contrainte et du capital dans le développement du

55. *Ibid.*, p. 315.

56. P. Anderson, *op. cit.*, p. 9-10.

57. H. Rioux, *op. cit.*

58. Comme le souligne avec justesse Frédéric G. Dufour, cette ambiguïté tient en partie à ce que Tilly n'a jamais cherché à expliquer l'avènement du capitalisme *per se* mais a plutôt eu tendance à en faire une variable explicative prédéfinie et donc souvent mal définie. À ce sujet, voir Frédéric Guillaume Dufour, « Débats sur la transition du féodalisme au capitalisme en Europe. Examen de contributions néo-wébériennes et néo-marxistes », *Cahiers d'épistémologie*, n° 304, 2003, p. 22.

système des États européens, de même que l'importance accordée aux villes européennes dans le développement du commerce et, à terme, du capitalisme, constituent des indications probantes de l'influence wébérienne dans sa sociologie historique. De la même manière, le rôle décisif attribué aux processus d'urbanisation et de rationalisation administrative quant au déroulement de la contre-révolution vendéenne vient contrebalancer le reste de l'analyse, qui fait intervenir les classes sociales et le développement inégal des rapports de production dans les Mauges pour en expliquer l'avènement.

Les trois ouvrages analysés nous apprennent donc trois choses: d'abord que l'héritage théorique du marxisme est présent dans la sociologie historique de Tilly, mais qu'il se révèle toujours encastré au sein d'analyses résolument multicausales. Son analyse des révolutions européennes, par exemple, nous le démontre: les structures de classes ont largement déterminé les acteurs des révolutions, mais ce sont surtout les transformations organisationnelles des États qui en ont déterminé les formes et les conditions d'avènement. Ensuite, que Tilly peut difficilement être classé parmi les auteurs néomarxistes en sociologie historique, ne serait-ce qu'en raison du rôle au mieux indirect qu'il accorde au capitalisme dans le développement du système européen des États. Enfin, et c'est là peut-être la conclusion la plus importante, que Tilly avait probablement raison de ne se définir ni tout à fait comme un wébérien ni tout à fait comme un marxiste. Comme le dira peu après sa mort son ami de longue date, l'historien anglais Eric J. Hobsbawm, « Charles Tilly ne devrait être lu ni comme un partisan ni comme un critique du marxisme, mais comme un critique de l'orthodoxie théorique étant en dialogue avec toutes les écoles et considérant l'action collective en termes de solidarité plutôt qu'en termes d'anomie ou de révolte⁵⁹. »

59. Ma traduction d'une allocution d'Eric J. Hobsbawm à l'occasion du Congrès annuel de la Social Science History Association consacrée à l'œuvre de Charles Tilly à l'automne 2009. Document vidéo disponible en ligne: www.ssrc.org/programs/pages/tilly-fund-for-social-science-history/eric-hobsbawm-on-charles-tilly/